



## Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

### Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

# **Service public de l'eau et de l'assainissement - Ressource en eau et politique agroécologique et alimentaire - Étude d'opportunité technico-économique de développement de Filières Bas Niveau d'Impacts (FIBANI) - Demande d'aides financières - Approbation**

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a adopté par délibération le 29 juin 2015 sa politique stratégique agroécologique et alimentaire visant à répondre aux 5 finalités suivantes :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'effcience de cette démarche nécessite d'œuvrer en transversalité avec la politique de gestion intégrée de l'eau, et en particulier la lutte contre la pollution, compétence statutaire adoptée par délibération du 19 juillet 2018, venant renforcer la compétence eau potable dévolue aux métropoles par le Code général des collectivités territoriales.

Dans ce cadre, il paraît pertinent d'accompagner la transition agroécologique des territoires par le développement de nouvelles filières agricoles ayant peu d'impact sur l'environnement et en particulier sur la ressource en eau, tout en satisfaisant un objectif de rentabilité suffisante aux exploitations. Au-delà de ces deux enjeux clés qui sont l'environnement et la viabilité économique, il s'agit aussi d'enclencher une réflexion sur des cultures adaptées aux phénomènes de changements climatiques et répondant à l'enjeu alimentaire de la Métropole.

Les cultures bas niveau d'impact peuvent être :

- des cultures conduites suivant un mode de production peu impactant pour la ressource en eau (mode de production biologique, pratique de désherbage alternatif aux pesticides, productions certifiées Haute Valeur Environnementale...),
- des cultures intrinsèquement peu impactantes pour la ressource en eau.

Dans ce contexte, il est proposé que la Métropole porte un projet d'action publique visant les objectifs évoqués précédemment, par l'implémentation du projet « FIBANI », pour Filières Locales Bas Niveau d'Impacts. Il s'agit d'accompagner la réflexion sur l'opportunité d'émergence de nouvelles filières agricoles sur le territoire, qui répondraient à 3 grands enjeux :

- Reconquérir et préserver la qualité de l'eau ;
- Accompagner le développement agricole et alimentaire en cohérence avec la stratégie de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Faire face aux changements climatiques et ses conséquences sur les exploitations aux filières « classiques ».

Le projet FIBANI est construit en deux temps :

- 1<sup>ère</sup> phase d'émergence : un état des lieux, portant une vision prospective et analysant la faisabilité technique et économique de nouvelles cultures et de leurs filières de valorisation.
- 2<sup>nde</sup> phase opérationnelle : son lancement sera conditionné aux conclusions de la phase 1 et visera à entrer dans l'opérationnalité d'installation des filières les plus pertinentes par une expertise et une animation de territoire plus approfondies.

Le projet FIBANI vise une réalisation de l'étude dans sa phase d'émergence en 2019, par un prestataire spécialiste des questions agronomiques, économiques et de dynamique territoriale. Une gouvernance sera instaurée intégrant les partenaires (intercommunalités voisines, organismes de recherche, chambres consulaires, ...) intéressés par la démarche.

Dans le cadre de son 11<sup>ème</sup> programme d'intervention, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse soutient l'action de reconquête de la qualité de l'eau par le développement de filières à bas niveau d'impact et peut soutenir à hauteur de 70% la phase d'émergence de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la première phase d'émergence évaluée à 30 000 €,
- dire que le montant de cette étude est inscrit au budget annexe de l'eau potable, chapitre 01,
- solliciter les aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse sur cette première phase,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-78365-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.